



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 12 OCT. 2018

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
SPE/RH

## ARRÊTÉ

**mettant en demeure la société MAUSER FRANCE, 82 rue de l'Industrie à SAINT-PRIEST de régulariser sa situation administrative**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 1967 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société MAUSER FRANCE dans son établissement situé 82, rue de l'Industrie à SAINT-PRIEST ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 actualisant les prescriptions régissant l'exploitation de la société MAUSER FRANCE situé 82, rue de l'Industrie à SAINT-PRIEST ;

VU le rapport du 7 septembre 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 7 septembre 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement exploité par la société MAUSER FRANCE, le 10 août 2018, a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- le nombre de GRV stocké avant reconditionnement est supérieur à la valeur maximale autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 susvisé,
- l'absence de registre de déchets complet ce qui ne permet pas une estimation correcte de la quantité de déchets présents sur le site,
- les cadres n°12 à 19 des bordereaux de déchets entrants ne sont pas remplis ;

CONSIDÉRANT donc que l'exploitant ne respecte pas pour son établissement de SAINT-PRIEST les dispositions des Articles 5.1, 5.1.8 et 9.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 précité, ainsi que celles des articles L. 181-14, R. 181-46 et R. 541-43 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, en outre, que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1**

La société MAUSER FRANCE, 82, rue de l'Industrie à SAINT-PRIEST, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative par le dépôt d'un dossier de porter à connaissance incluant la gestion des déchets et les quantités maximales présentes sur site, ainsi que la mise aux normes du registre de déchets et des BSD, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

### **ARTICLE 3**

Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

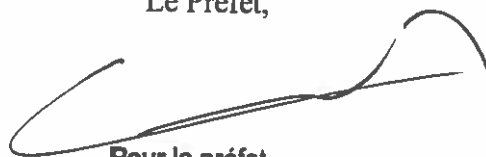
#### ARTICLE 4

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PRIEST,
- à l'exploitant.

Lyon, le 12 OCT. 2019

Le Préfet,



Pour le préfet,  
Le sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVES

